

« On veut priver les Hongrois de débat »

PARLEMENT EUROPÉEN Le ministre des Affaires étrangères défend son gouvernement

► Jeudi, une commission du Parlement européen entendra le ministre hongrois des Affaires étrangères dans le cadre d'une procédure de sanction pour violation de l'État de droit.

► « Le Soir » a rencontré le ministre Péter Szijjártó.

ENTRETIEN

Le Parlement européen a entamé l'examen de la situation de l'État de droit en Hongrie, dans la perspective de l'ouverture d'une procédure qui pourrait mener l'UE à sanctionner ce pays, voire à lui suspendre ses droits de vote au Conseil européen. Ce jeudi, la commission parlementaire des Libertés publiques (Libe) entendra le ministre hongrois des Affaires étrangères, Péter Szijjártó, venu défendre la cause de son pays. De passage à Bruxelles ces lundi et mardi pour une session ministérielle de l'Otan, le ministre a volontiers rencontré « Le Soir » pour s'expliquer.

Quel sera votre message à la commission Libe du Parlement européen ?

La Hongrie a beaucoup contribué économiquement à l'Union européenne. Avant 2010 (date du retour au pouvoir de Viktor

Orban, NDLR), nous faisons partie des problèmes ; aujourd'hui, nous faisons partie des solutions. Nous sommes sortis de la crise, nous avons mené de profondes réformes structurelles. Notre région d'Europe affiche une croissance supérieure à la croissance moyenne européenne. Nous contribuons donc au succès de l'Union européenne. Et, en dépit de cela, nous devons faire face à des allégations et accusations honteuses. Je voudrais donc m'assurer que ceux qui profèrent ces mensonges et poursuivent continuellement ce « bashing »

entendent l'information juste sur ce qui se passe chez nous.

C'est osé que de traiter d'« accusations honteuses » les critiques qui sont formulées à l'endroit de la Hongrie dans une résolution qui a été votée par une majorité du Parlement européen...

Oui, mais c'est mon opinion. Je vis en Hongrie et j'en connais la situation mieux que ceux qui profèrent ces accusations qui n'ont rien à voir avec la réalité.

Les rapports du commissaire

aux droits de l'homme du Conseil de l'Europe sur votre traitement des demandeurs d'asile, ce sont aussi des accusations honteuses ?

Absolument. Car personne ne prend en considération la vérité complète. Notre frontière a été violée par 400 personnes,

sans aucune excuse. Sous quel motif quiconque serait autorisé à violer la frontière entre deux pays pacifiques ? Il n'y a pas de guerre en Serbie. Quels seraient les motifs, humanitaires ou autres, pour des gens qui veulent aller en Allemagne ou en Suède, et non rester en Hongrie, de violer la frontière serbo-hongroise ? Pourquoi devrions-nous laisser entrer des gens sans documents venant de

Serbie, ce qui contrevient au code Schengen, au risque de les laisser filer vers un autre pays, ce qui contrevient au règlement de Dublin ? Comment éviter cela sinon en les plaçant en détention ?

On vous reproche aussi votre loi amendée sur les ONG financées avec des fonds étrangers, et votre consultation populaire sur George Soros, le financier philanthrope : toujours des accusations scandaleuses ?

La loi sur les ONG ne fait qu'une chose : obliger celles qui obtiennent des fonds de l'étranger à le signaler sur leur site web. C'est tout. Dire que cela empêche les ONG de fonctionner est donc un mensonge. C'est légitime que les gens le sachent,

au sujet d'organisations qui cherchent à influencer l'opinion publique. Pourquoi en fait-on une affaire ?

Parce que vous montez votre opinion publique contre tout ce

qui est étranger. Et une consultation populaire sur les activités de George Soros : cela vous paraît normal ?

Cela peut paraître étrange dans des pays d'Europe occidentale, mais c'est notre habitude de demander régulièrement l'opinion des gens. Des organisations ont développé des argumentaires très forts, sur les montants d'allocations qu'il faudrait accorder aux migrants, sur le nombre de migrants qu'il faudrait accueillir annuellement dans l'UE... George Soros soutient ces organisations qui prônent des positions très différentes de celles du gouvernement...

En quoi est-ce un problème ?

Ce n'est pas un problème, c'est une situation sur laquelle nous interrogeons les gens.

Vous interrogez les gens sur un fonctionnement démocratique, où des organisations prônent des idées et des politiques publiques, comme chaque citoyen ou association a le droit de le faire ?

Ce serait très antidémocratique qu'on veuille retirer le droit des Hongrois au débat. ■

**Propos recueillis par
JUREK KUCZKIEWICZ**

Péter Szijjártó

Ministre des Relations économiques extérieures et des Affaires étrangères, cet ancien porte-parole de Viktor Orban occupe ce poste depuis 2014, lorsque son prédécesseur Tibor Navracsis a été désigné commissaire européen. Il est député du parti Fidesz sans discontinuer depuis 2002.